Versement
1697 W 1-196

Identification :

Intitulé/ Analyse : Reliquat d'archives du Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine

Dates extrêmes : 1959-2008

Importance matérielle : 8,90 m.l.

Contexte

Service producteur : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine

Service versant : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine

N° d'entrée du versement : 56101

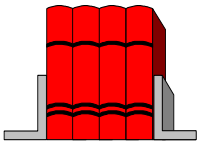
Date d'entrée du versement : 20/05/2009

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : immédiat.
Fin communicabilité : 1er janvier 2063.

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 25 septembre 2017



Présentation

Présentation du service producteur

La compétence du Tribunal d'Instance revêt un caractère plus administratif que judiciaire. Proche et accessible, le tribunal d'instance traite la plupart des petits litiges civils de la vie quotidienne. Ce tribunal juge toutes les affaires civiles pour lesquelles la demande porte sur des sommes comprises entre 4 000 et 10 000 euros : litiges liés aux accidents de la circulation, conflits relatifs au paiement des charges de copropriété, dettes impayées, livraisons non conformes, travaux mal exécutés, demandes de dommages et intérêts ou de remboursement d'un produit ou d'un service. Au pénal, il prend le nom de Tribunal de Police et juge les infractions qualifiées de contraventions.
Il statue sur toute une série d'affaires, quel que soit le montant de la demande. Par exemple :

- les litiges entre propriétaires et locataires relatifs au logement d'habitation : paiement des loyers, résiliation du bail, etc.,
- les contestations en matière de funérailles ou relatives aux frais de scolarité ou d'internat,
- les litiges relatifs à l'élagage des arbres et des haies et les actions en bornage pour fixer les limites de deux propriétés,
- les contestations en matière d'élections politiques (établissement des listes électorales) et d'élections professionnelles au sein des entreprises.

Il traite également les litiges relatifs aux crédits à la consommation d'un montant inférieur ou égal à 75 000 euros (ex : crédit pour l'acquisition d'une voiture ou d'une cuisine équipée, etc.).

À ce titre, il statue sur les demandes d'ouverture d'un régime de protection :

- des mineurs (gestion et administration des biens d'un mineur, représentation du mineur pour un acte de la vie civile),
- de certains majeurs, qui ont besoin d'être assistés ou représentés pour accomplir des actes de la vie courante,
- et les demandes d'émancipation des mineurs âgés de plus de 16 ans.

Ce tribunal a compétence également pour l'établissement des actes de notoriété, des certificats de nationalité ou encore des pactes civils de solidarité (compétence du greffier).

Enfin, certains greffiers en chefs des tribunaux d'instance sont compétents pour recevoir et décider de l'enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité française hors mariage, vérifier que les conditions légales sont réunies, et délivrer les certificats de nationalité française.

Le tribunal d'instance comprend un ou plusieurs juges professionnels.

Les affaires sont toujours jugées par un seul juge d'instance qui préside les audiences et prend seul sa décision, assisté d'un greffier.

Le ministère public n'est pas nécessairement présent aux audiences, mais il y exerce ses attributions civiles : requérir l'application de la loi et veiller aux intérêts de la société.

Créée sous Napoléon Ier, la carte judiciaire n'avait pas connu de modification substantielle depuis 1958 et ne correspondait plus à la réalité démographique, sociale et économique du pays. La réforme, engagée en 2007, s'est achevée le 31 décembre 2010 avec la fermeture de 178 tribunaux d'instance et de 17 tribunaux de grande instance (TGI). Dans l'Aube, cette réforme a conduit à la fermeture des tribunaux d'instance de Bar-sur-Seine, Bar-sur-Aube et Nogent-sur-Seine. Au 1er janvier 2010, seul demeure le tribunal d'instance de Troyes.

Composition et intérêt du fonds

Ce versement constitue le reliquat des archives du Tribunal lors de sa fermeture en 2009.

Il comporte des dossiers de tutelle établis pour des personnes majeures.

On trouve également des dossiers de procédure civile : dossiers préparatoires aux audiences et comptes rendus de jugement. Le classement est effectué à la date des audiences, entraînant une numérotation discontinue des dossiers.

On trouve enfin les dossiers de procédure pénale relatifs aux contraventions de quatrième et de cinquième classe, c'est à dire relevant du Tribunal de Police (classement à la date des audiences, numérotation discontinue).

Pour ces deux dernières catégories de dossiers, il a été pratiqué un tri selon les critères réglementaires préconisés dans la circulaire conjointe Ministère de la Culture (AD 94-9 du 12/09/1994) et Ministère de la Justice (SJ.94-003-B3 du 10/02/1994).

Sources complémentaires aux Archives départementales de l'Aube

9 U 1-310 : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine (1799-1940).

1574 W 1-234 : Tribunal d'instance de Nogent-sur-Seine (1956-2004).

CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. A ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des «secrets absolus» (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 3 janvier 1979 en vertu des articles 6 et 7.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), les dossiers ne sont communicables qu'à l'issue d'un délai de 75 ans (100 ans pour les dossiers relatifs aux mineurs).

Plan de classement

N° Articles	*Description*	*Dates extrêmes*
1-37	Enregistrement et contrôle.	1960-2004
38-196	Attributions civiles et pénales.	1959-1966

Dossiers du Tribunal d'Instance de Nogent-sur-Seine.

1697 W 1 - 37 **Enregistrement et contrôle**

1960 - 2004

1697 W 1 - 19 ***Dépôts d'actes***

1960 - 2004

1697 W 1 Répertoire des actes enregistrables du Greffe.

1964 - 1970

1697 W 2 - 3 **Répertoire des actes non enregistrables du Greffe.**

1960 - 1971

1697 W 2 1960-1963.

1960 - 1963

1697 W 3 1963-1971.

1963 - 1971

1697 W 4 - 14 **Actes civils.**

1960 - 2002

1697 W 4 1960.

1960 - 1960

1697 W 5 1961.

1961 - 1961

1697 W 6 1962.

1962 - 1962

1697 W 7 1980.

1980 - 1980

1697 W 8 1981.

1981 - 1981

1697 W 9 1982.

1982 - 1982

1697 W 10 1983.

1983 - 1983

1697 W 11 1984.

1984 - 1984

1697 W 12 2000.

2000 - 2000

1697 W 13 2001.

2001 - 2001

1697 W 14 2002.

2002 - 2002

1697 W 15 - 19 **Actes de notoriété, certificats de propriété.**

2000 - 2004

1697 W 15 2000.

2000 - 2000

1697 W 16 2001.

2001 - 2001

1697 W 17 2002.

2002 - 2002

1697 W 18 2003.

2003 - 2003

1697 W 19 2004.

2004 - 2004

1697 W 20 - 22 ***Elections***

1980 - 2000

1697 W 20 Procurations : désignation des officiers habillités, listes nominatives.

1980 - 1984

1697 W 21 Procurations : désignation des officiers habillités, listes nominatives.

2000 - 2000

1697 W 22 Elections professionnelles : ordonnances.

1982 - 1984

1697 W 23 - 32 ***Nationalités***

1975 - 1984

1697 W 23 Registre.

1975 - 1975

1697 W 24 - 32 **Déclarations de nationalité**

1976 - 1984

1697 W 24 1976.

1976 - 1976

1697 W 25 1977.

1977 - 1977

1697 W 26 1978.

1978 - 1978

1697 W 27 1979.

1979 - 1979

1697 W 28 1980.

1980 - 1980

1697 W 29 1981.

1981 - 1981

1697 W 30 1982.

1982 - 1982

1697 W 31 1983.

1983 - 1983

1697 W 32 1984.

1984 - 1984

1697 W 33 - 37 ***Warrants agricoles***

1980 - 1984

1697 W 33 - 37 **Bordereaux d'inscription de privilège**

1980 - 1984

1697 W 33 1980.

1980 - 1980

1697 W 34 1981.

1981 - 1981

1697 W 35 1982.

1982 - 1982

1697 W 36 1983.

1983 - 1983

1697 W 37 1984.

1984 - 1984

1697 W 38 - 196 **Attributions civiles et pénales**

1959-1966

1697 W 38 Répertoire des actes du tribunal d'instance.

1959 - 1961

1697 W 39 Répertoire des actes du tribunal d'instance et du Greffe.

1961 - 1961

1697 W 40 Registre d'appels, d'appositions et contredites en matière de compétence.

1960 - 1966

1697 W 41 - 119 plans, correspondance. ***Audiences civiles : jugements, conclusions, notes de délibérés,***

1959 - 1962

1697 W 41 - 77 **Canton de Nogent-sur-Seine**

1959 - 1962

1697 W 41 11 décembre 1959.

1959 - 1959

1697 W 42 08 janvier 1960.

1960 - 1960

1697 W 43 12 février 1960.

1960 - 1960

1697 W 44 19 février 1960.

1960 - 1960

1697 W 45 11 mars 1960.

1960 - 1960

1697 W 46 08 avril 1960.

1960 - 1960

1697 W 47 13 mai 1960.

1960 - 1960

1697 W 48 10 juin 1960.

1960 - 1960

1697 W 49 08 juillet 1960.

1960 - 1960

1697 W 50 29 juillet 1960.

1960 - 1960

1697 W 51 23 septembre 1960.

1960 - 1960

1697 W 52	14 octobre 1960.	1960 - 1960
1697 W 53	18 novembre 1960.	1960 - 1960
1697 W 54	09 décembre 1960.	1960 - 1960
1697 W 55	13 janvier 1961.	1961 - 1961
1697 W 56	10 février 1961.	1961 - 1961
1697 W 57	10 mars 1961.	1961 - 1961
1697 W 58	14 avril 1961.	1961 - 1961
1697 W 59	12 mai 1961.	1961 - 1961
1697 W 60	09 juin 1961.	1961 - 1961
1697 W 61	07 juillet 1961.	1961 - 1961
1697 W 62	28 juillet 1961.	1961 - 1961
1697 W 63	31 juillet 1961.	1961 - 1961
1697 W 64	13 octobre 1961.	1961 - 1961
1697 W 65	10 novembre 1961.	1961 - 1961
1697 W 66	14 novembre 1961.	1961 - 1961
1697 W 67	08 décembre 1961.	1961 - 1961
1697 W 68	12 janvier 1962.	1962 - 1962
1697 W 69	09 février 1962.	1962 - 1962
1697 W 70	09 mars 1962.	1962 - 1962
1697 W 71	13 avril 1962.	1962 - 1962
1697 W 72	11 mai 1962.	1962 - 1962
1697 W 73	08 juin 1962.	1962 - 1962

1697 W 74	13 juillet 1962.	1962 - 1962
1697 W 75	12 octobre 1962.	1962 - 1962
1697 W 76	09 novembre 1962.	1962 - 1962
1697 W 77	14 décembre 1962.	1962 - 1962
1697 W 78 - 107	**Canton de Romilly-sur-Seine**	1960 - 1962
1697 W 78	22 janvier 1960.	1960 - 1960
1697 W 79	26 février 1960.	1960 - 1960
1697 W 80	25 mars 1960.	1960 - 1960
1697 W 81	22 avril 1960.	1960 - 1960
1697 W 82	27 mai 1960.	1960 - 1960
1697 W 83	24 juin 1960.	1960 - 1960
1697 W 84	29 juillet 1960.	1960 - 1960
1697 W 85	30 septembre 1960.	1960 - 1960
1697 W 86	28 octobre 1960.	1960 - 1960
1697 W 87	25 novembre 1960.	1960 - 1960
1697 W 88	23 décembre 1960.	1960 - 1960
1697 W 89	27 janvier 1961.	1961 - 1961
1697 W 90	24 février 1961.	1961 - 1961
1697 W 91	24 mars 1961.	1961 - 1961
1697 W 92	28 avril 1961.	1961 - 1961
1697 W 93	26 mai 1961.	1961 - 1961
1697 W 94	23 juin 1961.	1961 - 1961

1697 W 95 28 juillet 1961.

1961 - 1961

1697 W 96 22 septembre 1961.

1961 - 1961

1697 W 97 27 octobre 1961.

1961 - 1961

1697 W 98 24 novembre 1961.

1961 - 1961

1697 W 99 22 décembre 1961.

1961 - 1961

1697 W 100 26 janvier 1962.

1962 - 1962

1697 W 101 23 février 1962.

1962 - 1962

1697 W 102 23 mars 1962.

1962 - 1962

1697 W 103 25 mai 1962.

1962 - 1962

1697 W 104 22 juin 1962.

1962 - 1962

1697 W 105 28 septembre 1962.

1962 - 1962

1697 W 106 26 octobre 1962.

1962 - 1962

1697 W 107 23 novembre 1962.

1962 - 1962

1697 W 108 - 119 Dossiers individuels d'audiences civiles: jugements, assignation, pièces justificatives, correspondance.

1999 - 1999

1697 W 108 Janvier.

1999 - 1999

1697 W 109 Février.

1999 - 1999

1697 W 110 Mars.

1999 - 1999

1697 W 111 Avril.

1999 - 1999

1697 W 112 Mai.

1999 - 1999

1697 W 113 Juin.

1999 - 1999

1697 W 114 Juin.

1999 - 1999

1697 W 115 Juillet.

1999 - 1999

1697 W 116 Septembre.

1999 - 1999

1697 W 117 Octobre.

1999 - 1999

1697 W 118 Novembre.

1999 - 1999

1697 W 119 Décembre.

1999 - 1999

1697 W 120 - 127 Procédures civiles

1961 - 2007

1697 W 120 Procédures civiles : registre.

1977 - 2004

1697 W 121 - 125 Scellés

1969 - 2007

1697 W 121 1969-1973.

1969 - 1973

1697 W 122 1974-1977.

1974 - 1977

1697 W 123 1978-1982.

1978 - 1982

1697 W 124 1983-1991.

1983 - 1991

1697 W 125 1992-2007.

1992 - 2007

1697 W 126 - 127 Accidents du travail agricole

1961 - 1962

1697 W 126 1961.

1961 - 1961

1697 W 127 1962.

1962 - 1962

1697 W 128 - 149 Tribunal de Police

1959 - 1962

1697 W 128 Registre des décisions déterminant le montant des amendes de composition.

1960 - 1961

1697 W 129 - 147 Audiences

1959 - 1961

1697 W 129 - 145 Canton de Nogent-sur-Seine

1697 W 129 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 130 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 131 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 132 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 133 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 134 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 135 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 136 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 137 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 138 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 139 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 140 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 141 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 142 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 143 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 144 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 145 Audiences.

1961 - 1961

1697 W 146 - 147 *Canton de Romilly-sur-Seine*

1697 W 146 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 147 Audiences.

1959 - 1959

1697 W 148 - 149 **Répression des fraudes : procès-verbaux d'enquêtes préliminaires.**

1961 - 1962

1697 W 148 1961.

1961 - 1961

1697 W 149 1962.

1962 - 1962

1697 W 150 - 191 *Tutelles*

1959 - 2006

1697 W 150 - 154 **Minutes.**

1980 - 1984

1697 W 150 1980.

1980 - 1980

1697 W 151 1981.

1981 - 1981

1697 W 152 1982.

1982 - 1982

1697 W 153 1983.

1983 - 1983

1697 W 154 1984.

1984 - 1984

1697 W 155 - 179 **Majeurs**

1980 - 2005

1697 W 155 - 155 Fin de gestion en 1982.

1980 - 1982

1697 W 156 - 160 Fin de gestion en 2000.

1988 - 2003

1697 W 161 - 165 Fin de gestion en 2001.

1981 - 2006

1697 W 166 - 172 Fin de gestion en 2002.

1995 - 2003

1697 W 173 - 179 Fin de gestion en 2003.

1988 - 2005

1697 W 180 - 191 **Mineurs**

1959 - 2006

1697 W 180 - 183 *Conseils de familles*

1697 W 180 1959.

1959 - 1959

1697 W 181 1960.

1960 - 1960

1697 W 182 1961.

1961 - 1961

1697 W 183 1962.

1962 - 1962

1697 W 184 - 191 *Dossiers de procédures : procès-verbal de délibération du conseil de faille, requête, correspondance.*

1697 W 184 - 185 Fin de gestion 2000.

1987 - 2000

1697 W 186 - 187 Fin de gestion 2001.

1984 - 2002

1697 W 188 - 191 Fin de gestion 2002.

1990 - 2006

1697 W 192 - 193 Tribunal paritaire des baux ruraux

1999 - 2008

1697 W 194 - 194 Elections

1999 - 1999

1697 W 194 Contentieux : jugements, convocations, correspondance.

1999 - 1999

1697 W 195 - 195 Prud'hommes

1976 - 1982

1697 W 195 Jugements.

1976 - 1982

1697 W 196 - 196 Injonction de payer

1968 - 1968

1697 W 196 Registre.

1968 - 1968